

UNE CROISSANCE QUI ENRICHIT LES ÉLITES

Rwanda, l'économie



Les paysans sont les grands perdants du «miracle»

BELGAIMAGE

Bien placé dans le top des pays les moins corrompus, le Rwanda a mis tout le monde au pas technocratique. Bilan, 20 ans après le génocide, d'une économie qui s'est conçue comme une «régénération de la société».

Vingt ans après le génocide des Tutsis au Rwanda, qui a fait près d'un million de morts en trois mois, le pays des mille collines fait désormais figure d'élève exemplaire sur tous les tableaux des experts du FMI ou de la Banque mondiale. Le PIB est en augmentation constante, la lutte contre la corruption est efficace, les réformes économiques se succèdent et contribuent à l'amélioration des conditions d'existence de la population. «L'Afrique a besoin d'une *success story*, rappelle An Ansoms, chercheur à l'Université de Louvain-la-Neuve, et le Rwanda entre parfaitement dans le cadre néolibéral.»

L'ombre au tableau ? Quatre-vingt pour cent de la population, d'origine rurale, est soumise de force à la monoculture et à la grande dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds étrangers.

Dirigé d'une main de fer par Paul Kagame, président depuis 2000, le Rwanda s'est reconstruit sur les cendres du génocide avec un volontarisme extrême. Dans le domaine économique, cela s'est traduit par un petit livret, *Vision 2020*, dans lequel le président a exprimé ses ambitions pour le pays. Distribué à tout candidat investisseur arrivé dans le pays, ce livret s'articule autour de six piliers, tous liés entre eux : une bonne gouvernance et une gestion efficace

de l'Etat, un capital humain qualifié, un secteur privé dynamique, des infrastructures de qualité, un élevage et une agriculture modernes ainsi qu'une intégration régionale et internationale. Projet de développement du pays sur 20 ans, *Vision 2020* espère parvenir à la reconstruction/régénération de la société.

Le résultat, 14 ans après le lancement de ce projet «visionnaire» et 20 ans après le génocide, est assez surprenant. Entre 2003 et 2012, le produit intérieur brut est passé de 1,85 à 7,1 milliards de dollars, tandis que le PIB par habitant est passé de 242 à 389 dollars sur la même période, selon la Banque mondiale. La production agricole a plus que qua-

au galop libéral

druplé entre 2003 et 2011. Les revenus générés par les transports, des industries manufacturières et des banques ont respectivement été multipliés par cinq, quatre et trois*.

Les chiffres sont éloquentes. Et une réalité saute aux yeux, dès l'arrivée à Kigali. La capitale semble en effet bénéficier d'un fonctionnement pointilleux, duquel la pauvreté et ses aléas sont soigneusement écartés : avenues larges et propres, trottoirs réguliers et sans vendeurs ambulants. Tout semble régulé et maîtrisé. Des panneaux annoncent à chaque carrefour l'un des objectifs de la nation en marche : *Join the war against corruption*. Un mot d'ordre qui a porté ses fruits : Transparency International classe le pays à la quatrième place du continent africain. Autre fait remarquable : pour ouvrir son entreprise, il ne faut pas plus de deux procédures et trois jours, un délai qui place le pays dans le top 10 mondial. Ayant établi une fiscalité claire, le Rwanda cherche désormais à devenir un hub régional pour les services financiers et les télécommunications, un rêve loin d'être inaccessible.

Ces performances économiques entraînent une amélioration des conditions de vie. «La plus remarquable est la division par deux de la mortalité chez les nouveaux-nés et les femmes enceintes, celles-ci accouchant désormais dans des hôpitaux sous la supervision d'un personnel qualifié», assure Jeremy Revillon, chercheur à l'Université de Pau. Et pour en finir avec ce tableau exemplaire, la scolarisation a, elle aussi, fait des bonds spectaculaires : rien que dans l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants est passé de 20.393 en 2004 à plus de 76.000 en 2013.

Un élève trop contraint ?

Mais il n'y a pas de miracle absolu. Le pays est si bon élève qu'il attire de plus en plus de bailleurs de fonds et devient donc de plus en plus dépendant. Si le Rwanda recevait 603 millions

de dollars d'aide en 2006, il en a reçu 1 milliard en 2010, ce qui correspond à 100 dollars par habitant, le taux le plus élevé de la région est-africaine. A noter que ces aides sont soumises à des sanctions internationales quand la politique étrangère du Rwanda apparaît comme la cause des conflits dans l'est du Congo. Cette menace qui pèse sur la source principale du budget rwandais a fait réagir Kigali. Un Fonds de développement national, Agaciro, a été créé. Il permet aux Rwandais de financer les projets gouvernementaux et cela même par SMS venus du fond du Rwanda. Créé mi-août 2012, le Fonds aurait récolté 32 millions d'euros moins d'un an plus tard.

Autre point délicat lié à sa géographie : l'enclavement du Rwanda, qui le positionne au bas du classement des pays en matière d'échanges commerciaux avec le reste du monde. L'export et l'import de containers sont parmi les plus chers au monde, ce qui entraîne un coût de la vie élevé pour tout ce qui concerne les biens importés et entrave l'exportation de biens rwandais.

L'imposition de la monoculture démontre un Etat technocrate, capable de stimuler une économie tout en privant ses citoyens de leur liberté de choix.

Mais le point le plus préoccupant de cette belle évolution de l'économie rwandaise est celui qui concerne les ruraux, soit 80 % de la population. Si les campagnes sont passées, comme les autres secteurs de l'économie, sous la coupe de réglementations multiples dans le domaine foncier, fiscal ou agricole, elles restent très pauvres. «Je constate chez les villageois —auprès desquels j'enquête depuis 2007— le désir de répondre aux normes et d'être performants, explique An Ansoms. Mais les politiques d'échelle qui sont élaborées ne correspondent pas à la réalité.» En effet, les paysans sont poussés à passer à la monoculture, qui renforce leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur et empêche la diversification naturelle. Cette «dérive» démontre un Rwanda qui met l'accent sur les aspects technocratiques d'un Etat capable de stimuler une économie, tout en privant ses citoyens de leur liberté de choix.

En quelques mots, la stratégie actuelle du pays qui consiste à pousser la croissance à tout prix, n'est pas synonyme pour les plus pauvres d'une amélioration conséquente de leur niveau de vie. Dans l'absolu, le nombre de pauvres a même augmenté de 560.000 entre 2000 et 2005. De leur côté, les élites, qui ont généralement un pied dans l'Etat et l'autre dans l'économie, ne cessent de s'enrichir et mettent la population pauvre sous le joug de normes contraaires à leur économie de survie. L'interdiction du commerce ambulancier a ainsi gravement lésé les populations urbaines pauvres. Mais pour l'heure et en l'absence d'une possibilité pour la population de contester la politique gouvernementale, le tableau qu'offre le Rwanda continue de créer un certain engouement auprès des investisseurs étrangers et plus encore, des bailleurs de fonds, qui y voient la preuve de leur propre réussite.

LAURENCE D'HONDT

*Source : Banque africaine de Développement, *Annuaire statistique pour l'Afrique*.